

Je me permets de vous envoyer le texte que j'ai adressé aux DDEN* dans le cadre d'un débat sur les évaluations de CM2;

je précise que ma position est la même pour celles de CE1

JC

Enseignant à la retraite, ancien directeur d'école d'application et ancien formateur à l'IUFM

Au delà même du classement des écoles et du changement de paradigme qu'il induit en transformant les données éducatives en comparatif de produits consommables, c'est l'avenir de la liberté pédagogique des maîtres, du choix personnel des démarches d'apprentissage, de la possibilité de poser un acte, un geste professionnel en lien avec les savoirs en épistémologie, les recherches en didactique, la connaissance du développement de l'enfant, de ses capacités cognitives et créatrices qui sont directement menacés. (j'ajouterais d'une éthique du social)

Je me souviens, et ne suis certainement pas le seul, d'avoir passé chaque semaine de mon année de CM2 les épreuves de l'examen d'entrée en sixième (dictées, questions, rédactions, opérations, problèmes) qui guidaient le contenu pédagogique mis en œuvre par l'enseignant dévoué qui devait nous mener à la sixième et qui se glorifiait justement du taux de réussite, de la même façon que mes frères ont passé chaque semaine le certif.

Il est plus facile de dresser les enfants que de les éduquer : c'est à cette dérive, ce retour (?) que nous conduisent ces évaluations par leurs formes, leurs dates et leurs contenus. Les déclarations du ministère ne sont en rien ambiguës, les évaluations vont piloter les pratiques puisque jusqu'aux ien la consigne est de prescrire les méthodes qui permettent d'y atteindre. (on comprend mieux qu'il n'y ait plus besoin de formation.).

C'est plus que de la vigilance qu'il nous faut face à toutes ces dérives, à toutes ces violences orchestrées (RASED, deux ans, EPEP, programmes...) qui organisent la casse de l'école publique, l'école de la République à laquelle nous sommes profondément attachée, tant pis pour la définition de nos missions.

Pour ma part, je prendrais toute ma place pour soutenir la résistance et le combat des maîtres qui s'opposent à la mise à mort de l'école et aux mascarades gouvernementales qui l'accompagnent.

*DDEN : délégué départemental de l'éducation nationale, il y en a un par conseil d'école